

**Exposé de l'Ambassadeur Jacques de Watteville,
Chef de la Mission de la Suisse auprès de l'UE,
à l'Assemblée annuelle de l'Association suisse de politique étrangère,
le 20 juin 2011, à Berne**

**Défense des intérêts suisses vis-à-vis de l'UE
Le rôle de la Mission de la Suisse à Bruxelles**

Monsieur le Président,
Excellences,
Madame et Monsieur les Députés,
Mesdames, Messieurs

1. Introduction

C'est un honneur de m'adresser à vous à l'occasion de l'Assemblée annuelle de l'Association suisse de politique étrangère. C'est aussi un plaisir de retrouver de nombreux amis et connaissances venus ici ce soir pour débattre de la défense des intérêts suisses vis-à-vis de l'UE.

En cette année électorale 2011, la thématique des relations de la Suisse avec l'UE revêt une importance toute particulière. Je rends donc hommage aux organisateurs de cette soirée de la contribution qu'ils apportent à une meilleure compréhension des enjeux et des paramètres de ces relations.

En effet, même si les centres de gravité économiques et politiques se déplacent et que des pays comme la Chine et l'Inde sont entrés dans le cercle des grandes puissances, les pays de l'UE continuent de former ensemble la première puissance économique mondiale. Et pour la Suisse, qui réalise environ 70% de ses échanges commerciaux avec l'UE, celle-ci est de très loin son premier partenaire économique et politique. A cela s'ajoute que les décisions prises à Bruxelles et les développements du droit de l'Union européenne ont un impact substantiel pour la Suisse.

La Mission de la Suisse auprès de l'UE à Bruxelles a deux tâches principales. D'une part, elle suit les développements en cours au sein de l'UE, les analyse, s'efforce d'anticiper ce qui pourrait arriver et d'évaluer les marges de manœuvre, et informe les autorités suisses. L'objectif est de permettre à nos autorités d'avoir une vision aussi complète et objective que possible de la situation, pour qu'elles puissent prendre leurs décisions en pleine connaissance de cause. La seconde tâche consiste naturellement dans la défense des intérêts de la Suisse vis-à-vis de l'UE. La Mission agit sur la base des positions décidées par le Conseil fédéral et des instructions qui lui sont transmises par le Bureau de l'intégration à Berne.

La Mission participe à toutes les négociations avec l'UE, elle est associée à leur préparation et à leur suivi. Elle effectue en particulier un lobbying actif auprès de la

Commission européenne, du Service Européen pour l'Action extérieure (SEAE), des différents organes du Conseil des Ministres, des représentations permanentes des 27 pays membres de l'UE, ainsi que du Parlement européen dont le rôle a été sensiblement renforcé avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. La Mission entretient en outre des relations avec les différentes institutions de l'UE et de l'EEE. Afin de susciter davantage de compréhension pour les positions suisses, elle met aussi en œuvre une stratégie de communication soutenue par Présence Suisse, qui vise à sensibiliser l'UE à l'importance du rôle positif de la Suisse, à expliquer ses spécificités et à corriger certains clichés négatifs.

Pour effectuer ces tâches, la Mission dispose d'une équipe d'environ 25 diplomates ou collaborateurs scientifiques, qui proviennent des 7 Départements fédéraux. Les Cantons, par l'intermédiaire de la Conférence des gouvernements cantonaux, y ont aussi un représentant. Son effectif total, y inclus le chauffeur et le personnel de ménage, s'élève à 40 personnes.

Les circonstances ont conduit la Suisse à opter pour une approche pragmatique, appelée la « voie bilatérale », permettant une participation partielle au marché intérieur et une collaboration fructueuse avec l'UE dans de nombreux domaines, sans être membre.

Comme l'a illustré la visite en Suisse du Président du Parlement européen M. Buzek, il y a 10 jours, nos relations sont vastes et intenses, globalement très bonnes, même s'il y a aussi des dossiers difficiles.

Je vais tenter d'en broser les principaux enjeux, d'évoquer certaines modalités de notre coopération et de vous faire part de quelques défis auxquels nous sommes confrontés.

Meine Damen und Herren,

2. Was steht auf dem Spiel ?

Im Zentrum der Entwicklungen der Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU steht die Frage nach der **Stellung und dem Einfluss der Schweiz** in Europa sowie nach ihrer **Sicherheit** und ihrem **Wohlstand**. Oft wird vergessen, dass das Hauptziel des europäischen Einigungsprozesses darin besteht, unserem Kontinent **Frieden**, Sicherheit, Stabilität, Demokratie und Wohlstand zu bringen und zu sichern. Die Resultate sind beeindruckend – denken Sie nicht nur an die deutsch-französischen Beziehungen, sondern auch an die Festigung der Demokratie in Osteuropa und ganz aktuell an die Stabilisierung des Balkans. Von diesen Entwicklungen profitiert die Schweiz in einem grossen Masse. Gleichzeitig geht es aber auch darum, die Interessen der Schweiz zu wahren, etwa um für Schweizer Unternehmen den Zugang zum EU-Markt sicherzustellen oder das Wachstumspotential der Schweizer Wirtschaft und den Lebensstandard in der Schweiz zu festigen und auszubauen.

Die EU ist nicht einfach ein stehendes Gebilde, sie befindet sich in ständiger Bewegung. Dies zeigt sich im Moment an der **Euro-Krise**. Sie wurde durch die Griechenland-Krise ausgelöst und ist eine gewichtige Herausforderung für die EU und das europäische Bankensystem, betrifft aber auch die Schweiz. Die dadurch erfolgte **Aufwertung des Schweizer Frankens** stellt für unsere Exportwirtschaft und Tourismusindustrie ein schwieriges Problem dar.

Die EU befindet sich in einem ständigen Verständigungs- und Verhandlungsprozess, der sich im Rahmen ihrer Organe abspielt. Dies äussert sich unter anderem im sich ständig fortbildenden Unionsrechts (*acquis communautaire*), welches bedeutende Auswirkungen für die Mitgliedsstaaten wie auch die Schweiz hat. So ist gemäss einer deutschen Studie ein Grossteil der in Deutschland gültigen Gesetzgebung in Brüssel erarbeitet worden. Und für die Schweiz hat eine kürzlich an der Universität Bern durchgeführte Studie ergeben,

dass schätzungsweise 60% der Bundesgesetze vom Europarecht beeinflusst sind. Für uns ist es deshalb wichtig, rechtzeitig auf bestimmte Entwicklungen des EU-Rechts einzuwirken zu können. Die Bedeutung und das Potential des Lobbyings, das über offizielle oder private Kanäle in Brüssel betrieben wird, sollte nicht unterschätzt werden.

Die Schweiz ist bekanntlich ein Land mit 7,8 Millionen Einwohnern, das inmitten einer EU mit über 500 Millionen Einwohnern liegt. Sie befindet sich geografisch im Herzen Europas, ist aber institutionell ein Drittland. Angesichts der Breite und der Verflechtung ihrer Wirtschaftsbeziehungen mit der EU, stellt der **Umgang mit dieser paradoxen Situation in einem sehr dynamischen Umfeld eine tägliche Herausforderung dar.**

Die EU ist **mit Abstand der wichtigste Handelspartner der Schweiz**: 59% unserer Gesamtexporte gehen in den EU-Raum und 79% aller unserer Importe kommen von dort in die Schweiz. Gleichzeitig ist die Schweiz der zweitwichtigste Wirtschaftspartner (Warenhandel + Dienstleistungen + Investitionen) der EU nach den USA: Der Handel beträgt mehr als 1.3 Milliarden CHF pro Arbeitstag, insgesamt brachte er 2010 einen Überschuss von 24,5 Milliarden CHF für die EU hervor. Schweizer Unternehmen beschäftigen rund eine Million Arbeitnehmer in der EU, und rund 230'000 Grenzgänger kommen jeden Tag in die Schweiz zur Arbeit. Hinzu kommen Beiträge der Schweiz an die EU wie der Bau des Lötschberg- und des Gotthard-Basistunnels oder die Zusammenarbeit im Bereich der Forschung. **Die Schweiz ist folglich ein wichtiger Partner für die EU, weshalb wir durchaus mit Selbstbewusstsein der EU gegenüberreten können.**

Wir dürfen aber nicht vergessen, dass für die Schweiz auch viel auf dem Spiel steht. In einzelnen Dossiers der aktuell laufenden Verhandlungen geht es um zweistellige Milliardenbeträge, mit potentiellen Auswirkungen auf zehntausende Arbeitsplätze, Steuereinnahmen und Verlust von Know how.

3. Un partenariat à géométrie variable

Mesdames et Messieurs,

Les modalités de notre coopération avec l'UE varient beaucoup d'un dossier à l'autre, et cela se répercute directement sur l'activité des collaborateurs de la Mission. Une grande partie des ressources est engagée dans la **négociation** d'accords ou dans la **gestion** des accords existants. Ceci comprend notamment la préparation, la tenue et le suivi des comités mixtes établis dans ces accords, comme par exemple ceux relatifs à la libre circulation des personnes ou des transports terrestres qui se sont tenus en juin à Bruxelles. Je distinguerai schématiquement trois types de situation : les relations bilatérales traditionnelles, coopératives et participatives.

1) Relations bilatérales traditionnelles

C'est la situation standard, que nous rencontrons notamment dans les dossiers où nous gérons des accords bilatéraux comme celui sur la libre circulation des personnes, ou bien où nous négocions un accès au marché intérieur de l'UE. Nous nous trouvons « face à face », chaque partie défendant âprement ses intérêts. Ces **intérêts** sont parfois **convergen**ts, comme dans la négociation en cours visant à renforcer la collaboration entre autorités compétentes en matière de concurrence, ou **complémentaire** comme dans la négociation sur la coopération dans le secteur de la navigation par satellite (Galiléo). Ces intérêts sont aussi parfois **divergents**, comme dans le domaine fiscal.

A titre d'exemple, je voudrais citer les négociations en cours dans le domaine de **l'électricité**, car elles illustrent l'étendue et la complexité de la relation Suisse-UE. Pour

nous, l'objectif de ces négociations est d'assurer à long terme le rôle significatif de la Suisse dans le commerce transfrontalier de l'électricité. Les firmes suisses d'électricité doivent ainsi obtenir un accès sur pied d'égalité au marché européen. La Suisse souhaite en outre participer aux nouvelles instances de réglementation et organes de gestionnaires du réseau de distribution, afin de pouvoir contribuer activement à l'aménagement et aux développements de ce marché. De plus, une solution doit être trouvée dans le cadre de cet accord pour la priorisation de l'accès au réseau à la frontière franco-suisse sur la base des contrats de fourniture à long terme, en assurant la protection des investissements. Par ailleurs, l'accord pourrait être élargi pour couvrir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la coopération pour le développement du réseau européen. Les conséquences de la catastrophe nucléaire de **Fukushima**, qui conduit plusieurs pays européens à considérer l'abandon de la production d'énergie nucléaire, vont très vraisemblablement créer de fortes tensions sur le marché de l'électricité en Europe. Ces développements rendent la conclusion d'un tel accord encore plus importante pour sécuriser l'approvisionnement en électricité de la Suisse.

2) Relations coopératives

Dans de nombreux domaines nous avons négocié des accords qui nous permettent de participer à des programmes ou activités de l'UE dans des secteurs où nous avons de forts intérêts communs. Nous participons alors au financement de ces programmes, siégeons dans les agences ou comités qui pilotent ces programmes, participons au mécanisme de prise de décisions et détachons des experts. A titre d'exemple, je mentionnerais notre participation aux **programmes de recherche et d'éducation** de l'UE, qui sont très profitables à la Suisse. L'année dernière, les chercheurs suisses ont obtenu des financements de l'UE pour plus de 500 projets. Sur les 6 projets Flag-ships actuellement à l'examen à Bruxelles en vue d'obtenir un soutien d'un milliard d'Euros, 2 proviennent de l'EPFL et un de l'ETH de Zurich. Globalement, la Suisse est à la pointe de la recherche en Europe et la qualité des projets qu'elle présente lui permet de recevoir sensiblement plus de fonds de l'UE que ce qu'elle verse à l'UE.

Dans un autre registre, je mentionnerais notre participation aux opérations de **stabilisation de la paix** en Bosnie, où des soldats suisses participent à Eufor-Althéa, et au Kosovo où des experts suisses participent à Eulex.

3) Relations participatives

Enfin, il existe un domaine particulier où la Suisse dispose depuis peu d'un statut d'associé et où nous sommes « à la table » où s'élaborent les décisions. Il s'agit de l'**accord Schengen**. Les experts suisses participent comme leurs homologues des pays de l'UE à toutes les réunions techniques, le Chef de la Mission participe aux réunions du Comité des représentants permanents (Coreper) en format « Comité mixte » lorsqu'il prépare les décisions des Ministres dans les dossiers Schengen, et la Cheffe du DFJP participe au Comité mixte des Ministres de la justice et des affaires intérieures des pays de la zone Schengen. C'est ainsi que la Conseillère fédérale Sommaruga a participé au dernier Comité mixte de niveau ministériel à Luxembourg le 9 juin dernier, qui a notamment traité des migrants venant d'Afrique du nord et des contrôles aux frontières. Dans ces différentes enceintes, les représentants suisses participent aux débats au même titre que les autres, mais ils n'ont pas le droit de vote. Cependant, en pratique, la présidence s'efforce systématiquement de parvenir à des consensus.

Il apparaît donc qu'en sus de notre intégration économique très poussée, la Suisse a également développé une participation très active dans des domaines importants pour

elle, où certains Etats membres ne sont même pas impliqués. Le tout constitue un partenariat à géométrie variable qui est relativement complexe.

4. Einige Herausforderungen für die Schweiz

Meine Damen und Herren,

Diese sehr intensiven und substantiellen Beziehungen basieren auf einer Vielzahl von sektoriellen Abkommen, welche uns einen guten - wenn auch nicht vollständigen - Zugang zum sich ständig weiterentwickelnden EU-Binnenmarkt ermöglichen. In diesem intensiven und dynamischen Klima ist es nicht überraschend, dass es gelegentlich zu Spannungen kommt, die man weder verschweigen noch dramatisieren sollte. Diese Situation stellt uns namentlich vor folgende Herausforderungen: Verminderter Handlungsspielraum, Dossiers in welchen die EU Antragsstellerin ist, die Erosiongefahr unseres Zugangs zum EU-Binnenmarkt, und die institutionellen Fragen.

1) Verminderter Handlungsspielraum

Die Kräfteverhältnisse in Europa haben sich stark verändert, und zwar in eine für uns ungünstige Richtung. Die EU hat sich beachtlich erweitert und zählt heute 27 Mitgliedstaaten. Gleichzeitig hat sie ihre Kompetenzen auf wichtige Gebiete wie die Klima-, Umwelt-, Sicherheits- und Migrationspolitik, Schengen, die gemeinsame Währungspolitik usw. ausgeweitet. Diese Tatsache hat die Prioritäten der EU beeinflusst und ihre Bereitschaft verringert, sich mit einem Nicht-Mitglied wie der Schweiz auseinanderzusetzen. Wenn die 27 Mitgliedstaaten nach aufwändigen Verhandlungen untereinander, mit der Kommission und jetzt mit dem Europäischen Parlament eine gemeinsame Position gefunden haben, ist die Bereitschaft gering, diese Position durch Sonderlösungen mit einem Drittstaat wie der Schweiz wieder in Frage zu stellen. Deshalb zeigt sich die EU in Verhandlungen mit Drittstaaten **weniger flexibel** als früher.

2) Dossiers in welchen die EU Antragsstellerin ist

Zuallererst möchte ich auf einige Dossiers eingehen, in welchen die EU Antragsstellerin ist und welche mittelfristig ernste Spannungen hervorrufen könnten. Es handelt sich dabei insbesondere um

a) Fiskaldossiers

Die EU erwartet von der Schweiz, dass sie gewisse Steuerpraktiken aufgibt, die die EU als "schädlich", dem EU-Recht widersprechend und wettbewerbsverzerrend oder die Steuerflucht begünstigend erachtet. Die Schweiz hat diese Kritik stets zurückgewiesen. Bis jetzt ist es uns gelungen, mit diesem Dossier so umzugehen, dass sich mögliche Gegenmassnahmen der EU nicht konkretisiert haben. Die Problematik der **kantonalen Steuerregimes betreffend die Unternehmensbesteuerung ist heute Teil eines** exploratorischen Dialogs über den **Verhaltenskodex** im Bereich der Unternehmensbesteuerung.

Des Weiteren nimmt die Kommission zurzeit die Revision der EU-Zinsbesteuerungsrichtlinie vor, um deren Anwendungsbereich auszudehnen (unter anderem auf gewisse Lebensversicherungen und strukturierte Produkte). Aus internen Gründen hat sie jedoch noch kein Mandat zur Revision unseres **Zinsbesteuerungsabkommens erhalten. Dasselbe gilt** für die Aufnahme von Verhandlungen über ein **Amtshilfeabkommen**. Die beiden Mandate sind aber praktisch spruchreif und ihre Verabschiedung wird bald erwartet.

b) Beitrag an die Kohäsion und Erweiterung

Die EU erachtet diesen Beitrag (1,26 Mrd CHF, über 5 Jahre) als einen „Mitgliederbeitrag“ für unseren partiellen Zugang zum Binnenmarkt, der nunmehr ungefähr 500 Millionen Konsumenten umfasst. Die EU, und vor allem die betroffenen Mitgliedstaaten, erwarten deshalb, dass der Beitrag nach seinem Auslaufen im Juni 2012 **erneuert** wird. Dies ist umso mehr der Fall, als die EWR-Länder nach schwierigen Verhandlungen einem neuen, ungefähr 22% höher ausfallenden Beitrag zugestimmt haben. Der Bundesrat hat allerdings gegenüber der EU keine Zusicherung bezüglich einer Weiterführung des Erweiterungsbeitrags gemacht. Vielmehr wird er zu gegebener Zeit und im Lichte unserer Gesamtbeziehungen mit der EU entscheiden, ob und in welcher Höhe ein neuer Erweiterungsbeitrag bereitgestellt werden soll.

c) Flankierende Massnahmen zum freien Personenverkehr

Die **8-Tage-Regel** und die von bestimmten **Kantonen oder auf Bundesebene** eingeführten Kautionspflichten führen in gewissen Mitgliedstaaten, insbesondere bei unseren Nachbarn, zu **ernsten Verstimmungen**. **Diese können** unverhältnismässig negative Auswirkungen zur Folge haben, wie dies wiederum die Sitzung des Gemischten Ausschuss des Personenfreizügigkeitsabkommen am 14. Juni in Brüssel gezeigt hat. Aus Sicht der Schweiz sind die flankierenden Massnahmen mit dem Freizügigkeitsabkommen vereinbar und stellen verhältnismässige Massnahmen zum Schutz der Arbeitnehmenden dar. Doch haben diese „Verstimmungen“ insbesondere zur Verhärtung der Haltung der EU in den institutionellen Fragen geführt.

3) Erosionsgefahr unseres Zugangs zum Binnenmarkt der EU

Der durch die bilateralen Abkommen gewährleistete Zugang zum EU-Binnenmarkt ist breit, aber unvollständig. Zudem entwickelt sich das Europarecht konstant weiter und **neue Handelshemmnisse können entstehen**, sogar in den Bereichen, welche durch bestehende Abkommen abgedeckt sind oder in denen bis jetzt ein gewisser Liberalismus herrscht. Nachfolgend zwei Beispiele:

Die EU führt momentan eine neue Chemikalienverordnung zum besseren Schutz der Gesundheit und der Umwelt ein, die stufenweise umgesetzt wird. Diese betrifft die Registrierung, Bewertung, Zulassung und die Kontrolle aller Chemikalien, die in der EU hergestellt oder in die EU importiert werden. Es handelt sich um das Projekt **REACH**. Die Schweizer Unternehmen, insbesondere die kleinen und mittleren Betriebe, welche in die EU exportieren wollen, laufen Gefahr, gegenüber ihren Konkurrenten in der EU gewichtige Wettbewerbsnachteile zu erleiden. Um die Auswirkungen zu ermessen, sei daran erinnert, dass die Chemikalienexporte der Schweiz in die EU im Jahr 2010 9.2 Milliarden CHF betragen. Es ist daher wichtig, möglichst bald ein Abkommen mit der EU abzuschliessen, um mögliche Diskriminierungen für unsere Unternehmen zu vermeiden. Exploratorische Gespräche mit der EU haben stattgefunden. Es hat sich dabei gezeigt, dass institutionelle Fragen auch in diesem Bereich eine bedeutende Rolle spielen dürften.

Ein weiteres Beispiel, nun aus dem Bereich der Finanzdienstleistungen, könnten die neuen Regelwerke darstellen, welche im Schatten der weltweiten Finanzkrise ausgearbeitet werden. Diese zielen insbesondere auf einen verstärkten Schutz der Investoren ab. Es entsteht jedoch der Eindruck, dass andere Gesichtspunkte, auch solche protektionistischer Art, ebenfalls eine Rolle spielen könnten. In diesem Zusammenhang enthalten zum Beispiel die neuen Verordnungen im Bereich der **Hedge Funds** (AIFM Richtlinie) diskriminierende Elemente gegenüber Drittstaaten. Wir konnten gemeinsam mit den betroffenen Kreisen durch eine aktive Lobbyarbeit diese Risiken teilweise minimieren.

Andere Reformprojekte werden die Aktivitäten der in der Schweiz ansässigen Finanzinstitutionen indirekt oder direkt tangieren, sei es im Bereich der Banken oder der Versicherungen.

Diese Beispiele zeigen, dass die Modalitäten unseres Marktzuganges jederzeit in Frage gestellt werden können, und dass der **Status Quo durch Nichtstun sicher nicht aufrechterhalten werden kann.**

4) Questions institutionnelles

Mesdames, Messieurs,

J'en viens maintenant au quatrième défi que je vous propose d'évoquer, ce que l'on appelle les « **questions institutionnelles** ». Nous avons vu que le droit de l'UE se développe de façon dynamique dans le cadre de l'approfondissement du marché intérieur. Lorsque ce droit se développe dans un domaine qui nous concerne, y compris dans un domaine couvert par un accord bilatéral, par exemple en établissant une nouvelle réglementation plus stricte, cela peut créer de nouveaux obstacles à l'accès au marché, comme nous l'avons vu dans l'exemple Reach concernant les produits chimiques ou dans l'exemple des Hedge funds. Dans ces situations, qui sont fréquentes, la Suisse a **trois options** :

- 1) Ne rien faire, mais alors nous risquons, d'une part, de perdre une partie de notre accès au marché de l'UE et, d'autre part, de rendre le cas échéant l'accord concerné inopérant à terme.
- 2) Reprendre de façon unilatérale le nouvel acquis (« Autonomer Nachvollzug ») : mais alors nous n'avons ni sécurité juridique, ni réciprocité, ni influence, et nous ne pouvons pas assurer notre accès au marché.
- 3) Négocier de nouveaux accords avec l'UE ou des modifications à des accords existants : mais pour cela, il faut que l'UE soit intéressée et alors elle aura probablement des desiderata à faire valoir.

Et lorsque nous approchons la Commission pour la sonder sur la possibilité de négocier de nouveaux accords ou d'adapter des accords existants pour consolider ou améliorer notre accès au marché intérieur, celle-ci réagit généralement positivement mais requiert que les entreprises suisses soient désormais **soumises strictement aux mêmes règles et obligations que les entreprises des pays membres de l'UE** ou de l'EEE. Ceci nous est régulièrement réaffirmé à tous les niveaux hiérarchiques de la Commission, du Service Européen d'Action Extérieure, du Conseil, des Etats-membres et du Parlement européen. Aux yeux de l'Union, il n'est **pas question de traiter les entreprises d'un pays tiers, comme la Suisse, plus favorablement que les entreprises des pays membres.**

Que cela signifie-t-il concrètement ? Pour l'UE, **ceci implique** non seulement la **reprise de l'acquis communautaire pertinent**, mais également la reprise systématique du **nouvel acquis**, en tenant pleinement compte des précisions ou interprétations qui lui sont données par la **Cour de justice** de l'UE, c'est-à-dire de sa **jurisprudence** pertinente. De plus, toujours selon la Commission européenne, l'application de ces accords par le pays tiers devrait être soumise à une **surveillance** indépendante équivalente à celle qui s'applique aux pays membres (rôle de la Commission ou de l'ESA), avec des voies de recours **judiciaires** similaires (rôle de la CJUE ou de la Cour AELE).

La Suisse, de son côté, partage l'objectif de l'égalité de traitement, mais souligne que toute solution doit **respecter la souveraineté** et le bon fonctionnement des institutions des deux parties. Il est aussi essentiel pour elle d'être associée de façon appropriée au processus de développement du droit de l'UE (**decision shapping**) qu'elle devra ensuite reprendre.

Dans les pourparlers en cours, l'UE ne se positionne pas comme demanderesse dans les questions institutionnelles, mais exige simplement que ces mécanismes soient inclus dans les nouveaux accords concernant l'accès au marché. Cela concerne aujourd'hui par exemple les dossiers de l'électricité, de l'agriculture, de la sécurité des denrées alimentaires, de la santé publique, des services financiers ou des produits chimiques (REACH). Demain, cela pourrait concerner bien d'autres dossiers. Ces questions sont donc cruciales pour l'avenir de **l'accès au marché** pour les entreprises suisses, de même que pour **l'avenir de la voie bilatérale** en général.

5. Conclusion

Mesdames et Messieurs,

En conclusion, je voudrais souligner que **nos relations avec l'UE sont intenses** et solides, larges et fructueuses, même s'il y a des dossiers complexes et difficiles. Les **enjeux sont considérables**, les défis à relever aussi.

C'est avec une grande fermeté et détermination que nous défendons **les intérêts de la Suisse**, notamment dans les négociations en cours. Dans ce contexte, une défense optimale des intérêts suisses nécessite une approche d'ensemble et coordonnée, afin de parvenir à des solutions globalement équilibrée et mutuellement acceptables.

Il y a des intérêts mutuels considérables pour développer et approfondir notre coopération, dans un esprit de respect mutuel et de solidarité. Et telle est bien la volonté du Conseil fédéral et celle exprimée par le Président du Conseil Européen. M. Van Rompuy, et par le Président de la Commission Européenne, M. Barroso, lors de la visite de la Présidente de la Confédération à Bruxelles en février dernier. Reste dès lors à démontrer la véracité de l'adage selon lequel "where there is a will, there is a way".

* * *